

INTERVIEW

VIVIANE REDING COMMISSAIRE EUROPÉENNE À LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

« Il faut briser le carcan des marchés nationaux des télécommunications »

ORGANISÉE TOUS LES DEUX ANS, la conférence ICT consacrée à la recherche et aux politiques publiques dans le domaine des technologies de l'information et de la communication s'ouvre aujourd'hui à Lyon. Dans une interview exclusive aux « Echos », Viviane Reding plaide à cette occasion pour une meilleure ouverture des marchés des technologies de l'information.

Quel est, selon vous, le rôle de la réglementation, notamment dans les télécoms, où vous avez été très active ?

Dans les télécoms, la régulation doit permettre d'ouvrir le marché à de nouveaux entrants, de favoriser la concurrence. Donc, une réglementation ex ante n'a plus de raison d'être lorsque les marchés sont ouverts à la concurrence. Cette concurrence existe souvent déjà dans les villes en Europe. Regardez par exemple le Royaume-Uni, où, sur 65 % du territoire, les consommateurs ont le choix entre 4 opérateurs. En temps de crise économique, il est encore plus important d'encourager la concurrence au bénéfice des consommateurs – particuliers et professionnels – au lieu de mettre des barrières.

Vous étiez favorable à l'existence d'un régulateur européen pour créer une autorité européenne. Pourquoi ?

Il faut briser le carcan des marchés



Pour la commissaire européenne à la société de l'information, « pour être performante, notre recherche doit être en contact avec le reste du monde, afin d'accroître nos forces et d'analyser nos faiblesses ».

l'idée d'une « prime de risque » aux opérateurs investissant dans la fibre optique : ils pourraient facturer l'accès à leur réseau à un prix substantiellement au-dessus de 12 % de l'investissement consenti, et ce sur une durée de cinq ans.

Nous devons

d'une industrie forte, un certain degré de standardisation et la diffusion généralisée du haut débit. Regardez également l'énergie. Nous sommes à la fois très bien placés dans les technologies permettant les économies d'énergie et en même temps les pionniers d'un point de vue politique. Profitons-en pour devenir les leaders sur ces nouveaux marchés !

ICT2008 est la plus grande manifestation mondiale dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, avec plus de 4.000 participants : chercheurs, responsables politiques, chefs d'entreprise, délégations du monde entier. Pour être performante, notre recherche doit être en contact avec le reste du monde, afin d'accroître nos forces et d'analyser nos faiblesses. Il

tions, avec un véritable leadership dans les terminaux, les systèmes embarqués, l'e-santé, nos entreprises n'aient une part de marché que de 22 %. De plus, si nous avons beaucoup de petits champions très innovants, l'Europe manque de grands champions. En conséquence nous investissons moins dans la R&D technologique que les Etats-Unis et le Japon : 34 milliards d'euros, contre 80 milliards d'euros pour les Etats-Unis et 40 milliards pour le Japon. Ce qui est imputable autant aux acteurs privés que publics : notre investissement public est trois fois moindre qu'aux Etats-Unis. Quant au capital-risque, il est cinq fois moins important qu'outre-Atlantique ! Autre constat négatif, celui de la fragmentation : nous avons 2.000 centres d'excellence en Europe, au lieu d'en privilégier quelques-uns susceptibles de faire la différence. Il est logique dans ces conditions que les Etats-Unis attirent le savoir et les compétences. Alors qu'ils ont des pôles d'excellence de très haut niveau, nous, nous régionalisons.

Les Etats-Unis ont un système permettant de privilégier les PME dans la commande publique. Pourrait-on s'inspirer de ce système ?

C'est vrai que nous n'aidons pas suffisamment l'innovation européenne dans le cadre des marchés publics. Du fait de l'absence de

des produits et services innovants. Résultat : nos entreprises les plus innovantes trouvent plus simple d'aller sur le marché américain. Je l'ai constaté dans le domaine de l'e-santé, secteur sur lequel nos entreprises sont très innovantes, mais se heurtent à des réglementations différentes d'un pays à l'autre, voire d'une région à l'autre, avec des systèmes incompatibles. Nous avons un marché de 500 millions de personnes dont nous n'utilisons pas le potentiel, à cause de notre manque de courage pour faire tomber les barrières. Je le répète : nous devons faire émerger de grands centres de recherche et y mettre suffisamment d'argent en vue d'obtenir une masse critique.

Mais comment faire, concrètement ?

Je milite pour un changement des mentalités. Accélérons la commande publique en faveur de nos industries et faisons la promotion des partenariats public-privé dans des domaines comme la micro-électronique et les systèmes embarqués. La Commission européenne a créé des « PPP » dans plusieurs domaines dirigés par les industriels, pour lesquels nous intervenons comme facilitateur. Ces plateformes de recherche permettent de mobiliser 5 euros d'argent privé pour 1 euro d'argent public. Ces « joint technology initiatives » représentent au total un investisse-